

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **ne devrait pas interdire** la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles.

Manque d'infrastructures de recharge

Les infrastructures de recharge pour véhicules électriques se multiplient au Canada, mais restent insuffisantes pour offrir à tous une alternative vraiment accessible aux voitures à essence. De nombreuses régions manquent encore de bornes de recharge publiques et les personnes habitant en logements locatifs ne peuvent souvent pas installer des bornes de recharge privées. Selon une [étude fédérale](#), pour répondre à la demande liée à l'interdiction des véhicules thermiques en 2035, le Canada devrait construire 40 000 bornes par an d'ici 2025 et 2035. Pourtant, en 2025, seulement 7 000 nouvelles bornes ont été installées, loin de l'objectif. Sans une accélération massive des investissements et des constructions, interdire les véhicules à essence en 2035 serait prématuré : les alternatives ne seraient pas accessibles à tous.

Préjudice financier pour les fabricants canadiens

L'industrie automobile canadienne fabrique majoritairement des véhicules à essence. L'imposition des tarifs douaniers imposés par les États-Unis a fait [grimper les prix des véhicules canadiens](#), réduisant la capacité d'achat des consommateurs, et par le fait même, les revenus des constructeurs automobiles. Imposer l'arrêt de la production de véhicules thermiques, souvent plus abordable, causerait un préjudice important à l'industrie automobile, déjà fortement touchée par les tarifs imposés par les États-Unis. Convertir leurs usines pour fabriquer un nouveau type de véhicule exigerait des investissements colossaux et des années de transition, risquant de paralyser les ventes et de menacer la survie de ces entreprises canadiennes. Une interdiction trop rapide fragiliserait toute l'industrie et mettrait des emplois en danger.

Coup dur pour les portefeuilles des ménages

Interdire les véhicules thermiques serait un lourd coût financier pour la classe moyenne. Les véhicules électriques se détaillent en moyenne [6 000 à 10 000 \\$ de plus](#) que leur équivalent à essence. Dans les zones rurales, où les transports en commun sont souvent absents ou peu fiables, l'achat d'un véhicule électrique et l'installation d'une borne de recharge à domicile deviennent des investissements inaccessibles pour une partie de la population. Sans accompagnement financier massif, cette mesure risquerait donc de peser de façon disproportionnée sur le pouvoir d'achat des ménages, tout en créant des tensions sociales dans les territoires les moins équipés.

Enjeux éthiques de la production de véhicules électriques

Actuellement, les minéraux nécessaires à la fabrication des batteries pour véhicules électriques sont souvent extraits dans des [conditions médiocres pour les travailleurs](#). Par exemple, une grande partie du cobalt requis pour les batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques est extraite en République démocratique du Congo, où les conditions minières sont souvent extrêmement dangereuses et les droits des travailleurs rarement respectés. En bannissant la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles, le Canada risquerait d'encourager l'exploitation des travailleurs ailleurs dans le monde.

Pour en savoir plus

- [IEDM | Abolissons l'interdiction fédérale de vente de véhicules à essence](#)
- [Le Journal de Montréal | L'obligation d'avoir un véhicule électrique coûtera cher aux Québécois](#)
- [Radio-Canada : Bonjour la Côte | L'impact économique de l'interdiction des voitures à essence](#)
- [Radio-Canada | Les véhicules électriques sont toujours trop chers pour bon nombre de Canadiens](#)
- [Le Journal de Québec | Ford tourne le dos aux véhicules électriques](#)
- [Amnesty International | La face cachée des voitures électriques : l'exploitation par le travail](#)